

**Intervention de S.E.M Mohamed Benhocine, Ambassadeur, Représentant
Permanent d'Algérie à Vienne, Chef de la délégation algérienne, devant la 22e
Réunion du Conseil Ministériel de l'OSCE
Belgrade 03 et 04 décembre 2015**

Monsieur le Président,

Permettez-moi de commencer par présenter toutes nos condoléances aux Etats Unis et aux familles des victimes suite à la tragédie qui s'est déroulée à San Bernardino.

Je voudrais, tout d'abord, rendre hommage à la Serbie qui a accompli avec tout l'engagement requis sa mission de Présidence de l'OSCE pour cette année. J'aimerais également exprimer mes remerciements aux autorités serbes pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé, pour l'excellente organisation et pour les moyens mobilisés pour la réussite de cette session annuelle du Conseil Ministériel de l'OSCE.

Dans ce contexte, permettez-moi aussi de remercier l'Allemagne qui a présidé de façon remarquable le Groupe de Contact de l'OSCE avec ses Partenaires méditerranéens pour cette année et lui souhaiter plein succès pour sa future Présidence de l'OSCE en 2016. Je ne manquerais pas enfin d'assurer le futur président de notre Groupe de Contact, l'Autriche, de notre plein soutien.

J'aimerai enfin remercier Monsieur le Secrétaire Général de l'OSCE et son staff pour l'excellente préparation de cette réunion.

Monsieur le Président,

Notre réunion coïncide avec la célébration du 40^{ème} anniversaire de l'Acte final d'Helsinki qui constitue, encore aujourd'hui, le document de base du travail de l'OSCE et de la Coopération avec les Partenaires méditerranéens que nous sommes.

C'est justement l'Acte final d'Helsinki qui, il y a déjà 40 ans, affirmait que « la sécurité en Europe est étroitement liée à la sécurité en Méditerranée ».

Aujourd'hui, cette étroite relation est plus que jamais avérée, étant donné l'évolution préoccupante de la situation sécuritaire dans notre région méditerranéenne et ses répercussions directes sur tout l'espace européen.

En ces temps de grandes incertitudes qui pèsent sur notre région, les défis auxquels nous sommes confrontés sont énormes et exigent de nous un dialogue régulier afin de trouver des solutions communes, efficaces et adaptées aux aspirations des populations des deux rives de la méditerranée.

Qu'il s'agisse de terrorisme, de criminalité transnationale organisée, ou de trafic de drogue ou d'armes, les raisons de renforcer le dialogue politique et la coopération avec l'OSCE sont nombreuses. C'est pourquoi nous voulons réaffirmer ici notre engagement à poursuivre le partenariat de coopération entre les pays méditerranéens que nous sommes et l'OSCE, fondé sur l'intérêt partagé et les avantages mutuels.

Monsieur le Président,

Le terrorisme est plus que jamais le mal que la communauté internationale se doit d'éradiquer.

Nous voulons ici présenter nos sincères condoléances à tous les pays qui, à travers le monde, ont été confrontés dernièrement à la barbarie du terrorisme.

Monsieur le Président,

Dans sa lutte contre le terrorisme, mon pays poursuit son engagement, à travers les différentes plateformes régionales et internationales pour lutter contre toutes les formes de radicalisation. Dans ce contexte, une conférence Internationale regroupant 70 Etats s'est tenue à Alger sur cette thématique de l'extrémisme violent et de la radicalisation en juillet de cette année suivie, quelques mois plus tard, du Sommet

mondial sur l'extrémisme violent qui s'est tenu en marge de la 70e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le renforcement du dialogue des cultures et des civilisations ; la promotion dans les programmes éducatifs des valeurs de paix, de tolérance, et du dialogue ; et enfin l'assèchement de toutes les sources du financement du terrorisme constituent autant d'actions à entreprendre pour combattre le terrorisme.

Il faudrait également nous organiser pour lutter contre l'islamophobie qui cherche à antagoniser les civilisations et lutter contre les atteintes à toutes les religions.

Monsieur le Président,

Pour ce qui est de la crise migratoire qui est d'abord une grave crise humanitaire, celle-ci doit être considérée dans son aspect multidimensionnel.

Dans ce contexte, la réduction des foyers de guerre ou de tension, mais aussi la lutte contre la pauvreté, l'instabilité économique et la précarité sociale, font parties des composantes essentielles de la solution globale à appréhender dans la problématique de ce phénomène.

Monsieur le Président,

Il y'a, nous l'avons dit, des problèmes relativement nouveaux comme celui de Daech et, pour l'Europe, celui de la crise des migrants, mais tout cela ne doit pas nous faire oublier les différends anciens qui continuent de déstabiliser l'ensemble de la région du Proche-Orient. Nous pensons particulièrement dans ce contexte à l'impérieuse nécessité de répondre positivement à la satisfaction du droit légitime du peuple palestinien de vivre enfin libre et indépendant.

Dans ce contexte, l'impasse dans laquelle Israël a conduit le processus de paix israélo-palestinien est une source de grande préoccupation.

L'Algérie estime que la communauté internationale ne peut rester indéfiniment les bras croisés face à cette question.

Monsieur le Président,

Pour terminer, laissez-moi dire quelques mots sur notre région, à savoir l'Afrique du Nord et le Sahel.

L'Algérie peut avoir de vrais motifs de satisfaction devant la signature à Bamako, le 15 mai 2015, de l'accord de paix et de réconciliation nationale entre la région Nord Mali et le Gouvernement Central.

L'Algérie qui a aidé à la conclusion de cet accord, espère qu'il permettra aux parties maliennes réconciliées de mieux lutter contre le terrorisme et en même temps de se concentrer désormais sur le développement du pays.

Nous sommes par contre profondément inquiets par la situation qui prévaut en Libye et qui peut devenir éminemment dangereuse.

C'est pourquoi nous appelons les deux gouvernements libyens et toutes les parties libyennes qui rejettent le terrorisme à se mettre d'accord au plus vite sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, seul moyen d'avoir à ses côtés toute la communauté internationale.

Dans ce contexte, l'Algérie poursuit ses efforts en accueillant, à plusieurs reprises à Alger, le dialogue inter libyen. Il y a deux jours, l'Algérie a accueilli la 7^{ème} réunion des pays voisins de la Libye pour procéder à l'analyse des derniers développements dans ce pays ; réunion à laquelle a participé M. Martin Kobler, Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, auquel nous accordons tout notre appui.

Nous tenons à souligner que cette réunion a encore réaffirmé la certitude des pays membres que la solution politique proposée par les Nations Unies constitue une base crédible pour résoudre d'une façon durable la crise en Libye.

Je vous remercie de votre attention